

Combat du XXI Siècle

Emancipation sociale et écologie politique

dimanche 23 juillet 2006, par [CORCUFF Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juillet 1999).

Pour bien des Verts, l'écologie politique, telle qu'ils la conçoivent, représenterait un nouveau « paradigme », clairement distinct de celui des autres courants libéraux, démocrates ou socialistes. Ce serait, en toute modestie, la pensée du XXI^e siècle. Mais dans quelle mesure cette démarche répond-elle effectivement à la dynamique des luttes contemporaines ?

Sommaire

- [Projet transformateur et \(...\)](#)
- [Un projet à inventer](#)

Dans *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La Grande Transformation du xxie siècle* (La Découverte, 1999), Alain Lipietz fait du « paradigme écologique » le cœur de l'émancipation pour le siècle qui s'annonce. Les prétentions excessives d'une telle hypothèse ne doivent pas nous faire oublier les apports majeurs de l'écologie politique sur le triple plan de la redéfinition des cadres intellectuels, des luttes sociales et de l'action politique.

Lipietz définit ainsi un paradigme : « *un faisceau de valeurs, d'objectifs, distinct de celui que proposent les autres courants (les libéraux, les démocrates, les socialistes...), et capable de coaliser autour de lui un certain nombre de forces sociales aspirant à des réponses nouvelles aux questions se posant à l'ensemble de la société* » (p. 36). C'est un tel paradigme que porteraient sur la scène politique les Verts en France et ailleurs, et qui justifierait leur spécificité dans la majorité « plurielle » ; l'écologie politique étant « irréductible à cette gauche qu'incarnent la social-démocratie et le communisme » (p. 38). D'où l'idée défendue par Daniel Cohn-Bendit et quelques autres d'une « troisième gauche » se rêvant même en avenir de la gauche.

Projet transformateur et forces sociale

s

L'écologie politique appréhendée ainsi engloberait toutes les gauches antérieures dans un nouvel ensemble. Pour Lipietz, « *l'écologie scientifique ou naturelle est la science du rapport triangulaire entre les individus d'une espèce, l'activité organisée de cette espèce et l'environnement de cette activité* » (p. 12). Dans cette ligne de réflexion, « *l'espèce humaine seule espèce sociale et politique donne lieu à une écologie spécifique, dénommée écologie politique* » (p. 14). Sur le plan scientifique, les sciences naturelles comme les sciences sociales participeraient donc au paradigme écologique. Sur le plan de l'action politique, les aspirations à la justice sociale portées par le mouvement ouvrier, le combat féministe, la lutte pour la reconnaissance des droits des minorités culturelles, les mouvements contre l'inégalité Nord/Sud ou, bien sûr, les mobilisations environnementales se fonderaient dans ce nouveau paradigme.

Face à la multiplication des crises écologiques locales (type pollution des fleuves ou vache folle) et globales (type effet de serre), on doit reconnaître l'importance de la notion de « développement soutenable » sur laquelle insiste fort justement Lipietz. Pour lui, « *soutenable a une double dimension. Dans le temps présent, pour qu'un modèle de développement soit soutenable, il faut qu'il permette à chacun de satisfaire ses besoins. Au long du temps, il faut que ce modèle de développement puisse durer* » (p. 20). Cela appelle un enrichissement de la critique classique du capitalisme par une critique du productivisme, et l'invention d'un nouveau mode de développement aux niveaux locaux, nationaux et internationaux, dans de nouvelles articulations entre le local et le global. Sur le plan de la philosophie politique, la prise en compte dans les décisions et les non-décisions actuelles des générations futures est également signalée par Lipietz. Les apports d'un Hans Jonas auraient sans doute mérité ici davantage d'analyses.

Lipietz reste toutefois plus discret tant sur les forces sociales qui pourraient porter un tel projet que sur les alliances politiques nécessaires. Or c'est un élément central de la consolidation d'un tel paradigme. Il faut rapprocher cela du flou entretenu quant à la mondialisation libérale et aux mécanismes de capitalisation économique. L'appropriation sociale des moyens de production et d'échange (sous des formes variées, non réductibles à la propriété étatique : formes autogérées, coopératives, associatives, etc.) demeure-t-elle un objectif ? On ne le sait pas, comme on ne sait pas si la « troisième gauche » de Lipietz est sociale-libérale comme celle de Cohn-Bendit. En pratique, en tout cas, son arrimage à « la gauche plurielle » la maintient dans cette orbite.

Un projet à inventer

Mais a-t-on vraiment tenu compte des déconvenues de ce siècle en posant un nouveau modèle totalisateur, prétendant tout intégrer, d'autant plus en insistant sur le caractère « scientifique » du nouvel assemblage (peut-être une resucée de la bonne vieille « science prolétarienne ») ? Lipietz a sans doute mieux à faire qu'à jouer au Lyssenko cool de l'écologie politique. Ce n'est pas saisir que nous avons peut-être besoin aujourd'hui d'une nouvelle politique d'émancipation, une politique de la pluralité, comme l'a fort bien anticipé le mouvement des femmes : pluralité des formes de domination à combattre appelant une pluralité de mouvements sociaux, pluralité des valeurs (pas seulement le travail), des critères de justice sociale, des identités culturelles et des intérêts à associer dans le processus d'émancipation.

Si les divers rapports de domination et d'exploitation se combinent de manière complexe dans une société comme la nôtre, et que l'on peut être dominant dans certains rapports sociaux et dominés dans d'autres, on peut difficilement construire la classe porteuse du projet d'émancipation sur le caractère « dominé » de ses membres les opposant sur tous les plans de la vie collective à la classe des « dominants ». Est-ce que ce n'est pas le projet d'émancipation de toutes les dominations qui pourrait constituer alors le ciment de la classe de la transformation sociale ? La critique sociale classique et le sens du conflit social, comme l'écologie politique, le féminisme, la critique libertaire de la politique institutionnelle, les nouveaux mouvements sociaux, les luttes culturelles ou les apports de sciences sociales et de la philosophie auraient leur place, en articulation et en tension, dans ce projet émancipateur à inventer.

Et si nous étions à un moment charnière comme celui où l'on est passé de l'émancipation républicaine à l'émancipation portée par le mouvement ouvrier ? On aurait alors à faire émerger une politique d'émancipation qui puise dans les traditions de la Révolution française et du mouvement ouvrier mais en faisant apparaître du neuf (dont l'écologie politique), comme le mouvement ouvrier a, au XIX^e siècle, fait advenir une nouvelle politique d'émancipation qui s'appuyait sur les acquis de la République sans s'y réduire. Chiche !

Note

1. Voir Ph. Corcuff, « De l'heuristique de la peur à l'éthique de l'inquiétude. Penser avec Hans Jonas, contre Hans Jonas », dans *De quoi sommes-nous responsables ?* T. Ferenczi (éd.), Le Monde-Éditions, 1997.

P.-S.

* Paru dans Rouge du 16 juillet 1999.